

dire à la Chambre à quelle décision il en est arrivé, mais je suis convaincu que si l'honorable député pose la question au ministre dès son retour, celui-ci pourra lui donner une réponse.

* * *

LES TRANSPORTS

LA QUESTION DE PRÊTS SANS INTÉRÊT AUX CHEMINS DE FER ET LE SERVICE-VOYAGEURS

[Traduction]

M. Ross Whicher (Bruce): Je voudrais poser une question au ministre des Transports. Hier, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a qualifié le prêt de 14 millions de dollars, d'une durée de 50 ans et exempt d'intérêt, aux pays de l'Afrique orientale, pour l'achat de locomotives, d'expérience audacieuse de collaboration internationale. Le ministre des Transports ferait-il entendre au secrétaire d'État aux Affaires extérieures que nous poursuivons une expérience audacieuse de collaboration nationale en prêtant sans intérêt aux compagnies canadiennes de chemin de fer afin que le pays puisse bénéficier d'un service-voyageurs, notamment dans la région d'Owen Sound, où il n'y a pas de trains?

Des voix: Bravo!

M. l'Orateur: A l'ordre. La question est difficilement recevable. Comme il s'agit d'une suggestion, le député doit présumer que les deux ministres en question communiqueront entre eux.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LE RAPPORT DU BUREAU DE CONCILIATION DU SYNDICAT DES MÉCANICIENS DE LOCOMOTIVES

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): En l'absence du ministre du Travail, j'aimerais poser ma question au ministre des Transports qui semble baigner encore dans l'euphorie de la question précédente. J'aimerais lui demander si le bureau de conciliation du Syndicat des mécaniciens de locomotives a présenté son rapport au gouvernement. Si non, quand le fera-t-il?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Pour autant que je sache, aucun rapport de ce genre n'a été reçu. Mais je vais me renseigner et je tiendrai le député au courant.

M. Rose: Étant donné qu'il a fallu plus d'un an pour que les compagnies de chemins de fer et ce syndicat en viennent à un accord, le ministre ou un autre membre du gouvernement a-t-il envisagé de proposer des modifications à la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail afin qu'à l'avenir ces retards puissent être supprimés ou réduits?

L'hon. M. Jamieson: Cette question relève manifestement du ministre du Travail qui a indiqué à plusieurs reprises ici qu'il envisageait de proposer des modifications à la loi sur les relations industrielles et sur les enquêtes visant les différends du travail, ce qui sera fait en temps utile.

LES POSTES

OTTAWA—LE VOL DE COLIS DANS LE QUARTIER DE RIVERSIDE PARK

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Ma question s'adresse au ministre chargé des Postes. Le ministère des Postes a-t-il lancé une enquête sur le vol de 150 colis qui a été signalé dans le secteur de Riverside Park à Ottawa? Peut-il assurer aux résidents de ce quartier qui ont été privés de leurs colis de Noël que des mesures seront prises à cet égard par son ministère?

L'hon. Jean-Pierre Côté (ministre sans portefeuille): Nous avons fait une enquête, monsieur l'Orateur.

[Français]

M. Paproski: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Il est très difficile d'écrire un mot de remerciement pour quelque chose que l'on n'a pas reçu.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

HAY RIVER—LA SAISIE D'UN VÉHICULE DE LA CJC—L'ENQUÊTE SUR L'ATTENTAT À LA BOMBE

[Traduction]

M. Paul Yewchuk (Athabasca): Ma question s'adresse au solliciteur général. Peut-il informer la Chambre des circonstances entourant la détention d'un véhicule de la CJC par la Gendarmerie royale dans la région de Hay River, dans les Territoires du Nord-Ouest?

[Français]

L'hon. Jean-Pierre Goyer (solliciteur général): Monsieur le président, il me fera plaisir de m'enquérir au sujet des circonstances et d'en informer l'honorable député.

[Traduction]

M. Yewchuk: Comme la CJC pourrait être impliquée directement ou indirectement dans l'attentat à la bombe perpétré contre un édifice à Hay River, le ministre peut-il nous dire si une enquête est en cours et si rapport sera fait à la Chambre sur cette affaire?

[Français]

L'hon. M. Goyer: Je veillerai à étudier cette question, monsieur le président.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LES NÉGOCIATIONS EN VUE DE LA VENTE DE LA HOME OIL

[Traduction]

M. J. H. Horner (Crowfoot): Je voudrais poser une question au premier ministre dans le but de savoir où en sont exactement les négociations avec la société Home Oil. Peut-il nous dire si la Home Oil pourrait mener d'autres négociations avec une société canadienne ou des sociétés appartenant principalement à des actionnaires canadiens au cas où elle déciderait de ne pas conclure un marché avec le gouvernement?